



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE
ECONOMIQUE DANS LES PAYS
DE L'UEMOA A FIN OCTOBRE 2021**

Décembre 2021



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**NOTE MENSUELLE DE CONJONCTURE ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE
L'UEMOA A FIN OCTOBRE 2021**

Décembre 2021

SOMMAIRE

PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE	3
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	6
1.1. Activité économique dans le monde	6
1.2. Actions des banques centrales	7
1.3. Marchés des matières premières	7
1.4. Marchés financiers mondiaux	9
II. ACTIVITES ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA	11
2.1. Production de biens et services	11
2.2. Inflation	15
III. TAUX D'INTERET, LIQUIDITÉ ET SITUATION MONETAIRE	16
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire	16
3.2. Taux d'intérêt débiteurs	17
3.3. Liquidité bancaire	17
3.4. Situation monétaire	19
IV. MARCHE FINANCIER DE L'UEMOA	21
4.1. Marché boursier de l'UEMOA	21
4.2. Marché des titres de la dette publique	22
V. PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UEMOA	23
5.1. Perspectives de croissance dans l'UEMOA	23
5.2. Perspectives d'évolution de la situation monétaire de l'Union	24
5.3. Perspectives d'inflation	24
ANNEXES STATISTIQUES	26

PRINCIPALES TENDANCES DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE

1. Évolution récente

En octobre 2021, l'orientation de l'activité économique mondiale a été affaiblie par la résurgence des contaminations à la Covid-19, notamment en Europe (7.452.223 cas sur les 14.932.934 nouveaux cas recensés par l'OMS dans le monde en octobre 2021). La normalisation progressive des chaînes d'approvisionnement et les mesures budgétaires prises pour soutenir les ménages et les entreprises, ainsi que le maintien par les banques centrales de politiques monétaires accommodantes ont eu un impact positif sur la dynamique économique mondiale.

Aux **Etats-Unis**, le rythme de croissance de l'activité économique a légèrement ralenti en octobre 2021, en lien avec les contraintes du secteur manufacturier. L'activité industrielle a été grevée par des pénuries matérielles, l'expansion des nouvelles commandes ayant modéré la tendance. En outre, la hausse continue des infections au coronavirus a affecté la confiance des ménages. L'indice composite des directeurs d'achat (PMI) a baissé, passant de 60,7 points en septembre 2021 à 59,2 points, ce qui traduit toutefois une expansion économique. Dans la **zone euro**, le ralentissement de la croissance s'est poursuivi dans le secteur privé. L'indice PMI composite est ressorti à 54,2 points après 56,2 points en septembre 2021. Les problèmes d'approvisionnement ont affecté négativement le secteur manufacturier. L'expansion du secteur des services s'est essouffée, en liaison avec la résurgence de cas de Covid-19, l'Europe ayant enregistré 49,9% de nouveaux cas mondiaux durant le mois d'octobre 2021. L'économie **britannique** a, de son côté, continué sur une tendance haussière, à un rythme relativement plus élevé que celui du mois précédent. En effet, l'indice PMI composite est ressorti à 57,8 points en octobre 2021, après 57,1 points en septembre 2021. Cette évolution positive de l'économie britannique a été portée par la bonne tenue des nouvelles commandes et de l'emploi. Les difficultés d'approvisionnement ont toutefois exercé un effet modérateur. Au **Japon**, l'activité économique a connu une expansion plus forte en octobre 2021, l'indice PMI composite passant à 53,0 points après 51,5 points en septembre 2021.

Au niveau des **pays émergents**, l'activité économique s'est globalement tassée. En **Chine**, l'activité industrielle s'est contractée de manière plus forte qu'attendu en octobre 2021 pour le deuxième mois consécutif, alors que le coût élevé des matières premières et les coupures d'électricité dans le pays ont continué à maintenir la pression sur les groupes industriels. L'indice PMI manufacturier a reculé à 49,2 points en octobre, après 49,6 points en septembre 2021. En **Afrique du Sud**, l'activité a connu une baisse de son rythme de progression, avec un indice PMI qui est passé de 54,8 points en septembre à 53,6 points en octobre 2021. En revanche, l'économie **brésilienne**, malgré les effets de la crise sanitaire, a progressé avec un indice PMI ressortant à 54,9 points en octobre 2021, après 54,6 points en septembre 2021. En **Inde**, l'activité économique dans le secteur manufacturier s'est améliorée, grâce à de nouvelles commandes. L'indice PMI est passé de 52,8 points en septembre à 52,9 points en octobre 2021.

Dans les **pays voisins de l'Union**, l'activité économique a connu un trend relativement haussier, notamment au **Nigeria** où l'indice des directeurs d'achat (PMI) de Stanbic IBTC Bank Nigeria est passé de 52,3 points en septembre à 54,1 points en octobre 2021. Au **Ghana**, en revanche l'indice PMI composite s'est replié en se situant à 51,0 points en octobre 2021, après un niveau de 52,6 points le mois précédent.

Pour leur part, avec la hausse du rythme de contaminations à la Covid-19 imputable au variant delta, les banques centrales à travers le monde ont maintenu l'orientation accommodante de leur politique monétaire pour soutenir les chances d'une reprise économique.

Malgré le ralentissement de la reprise économique et la possible dégradation des perspectives de la croissance mondiale, les prix des principaux produits de base exportés par les pays de l'Union enregistrent un accroissement de 3,5%, tout comme en septembre 2021. Les hausses des prix concernent à la fois les produits énergétiques (+13,9% contre 10,1% en septembre) et les produits non énergétiques (+1,3% contre +2,1% en septembre 2021). Quant aux principaux produits alimentaires importés dans l'UEMOA, leurs prix ont augmenté de 2,6% au cours de la période sous revue, après une réalisation de -1,1% un mois auparavant.

Sur les marchés financiers mondiaux, les indices boursiers sous-régionaux et internationaux ont connu des évolutions contrastées sur la période sous revue. Les investisseurs ont été partagés entre l'optimisme dû à la hausse des bénéfices et les risques de dégradation des perspectives économiques induits par la flambée des contaminations due au variant indien delta et les fortes pressions inflationnistes.

Sur la base de l'indicateur calculé par la BCE, la monnaie européenne s'est dépréciée à l'égard des principales monnaies étrangères de 0,8%, après une stagnation le mois précédent. La devise de la zone euro a été affaiblie par les craintes sur les perspectives économiques, du fait de la recrudescence de cas de contaminations à la Covid-19. Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA s'est déprécié de 1,4% au cours du mois sous revue par rapport aux monnaies des autres pays de l'Afrique de l'Ouest, après une dépréciation de 0,3% en septembre 2021.

Dans la zone UEMOA, les indicateurs récents de la conjoncture font ressortir un renforcement de l'activité économique au titre du mois d'octobre 2021. En effet, le taux de croissance des activités industrielles, en glissement annuel, s'est établi à +4,0%, après une réalisation de +1,9% un mois plus tôt. La production des activités des services marchands et les activités commerciales ont connu une croissance de 15,1% et 14,4% respectivement, après des hausses respectives de 16,0% et 13,4% en septembre 2021. L'indice des services financiers a, pour sa part, enregistré une hausse de 7,0% sur la période sous revue, après une progression similaire le mois précédent.

Le rythme de progression de l'inflation a ralenti dans les pays de l'Union pour ressortir, en glissement annuel, à 3,8%, contre 4,3% le mois précédent. Cette situation est imputable à une décélération de 0,4 point de pourcentage des prix de la composante «Alimentation» et de 0,1 point de pourcentage pour composante «Logement».

Au titre de la situation monétaire et financière de l'UEMOA, en ligne avec la politique monétaire accommodante mise en œuvre par la BCEAO depuis le déclenchement de la crise sanitaire, les taux d'intérêt sur le marché monétaire sont demeurés faibles au cours du mois sous revue. Le taux d'intérêt à une semaine du marché interbancaire est ressorti à 2,26% contre 2,33% un mois plus tôt. En octobre 2020, ce taux se situait à 2,74%. Sur les guichets des appels d'offres de la Banque Centrale, les injections de liquidité se sont poursuivies au taux fixe de 2,0% en vigueur depuis le 24 juin 2020. Ces conditions favorables de mobilisation des ressources continuent d'être diffusées dans l'économie réelle, avec la poursuite de la baisse des taux débiteurs appliqués par les banques aux concours octroyés à leur clientèle (6,21% en octobre 2021 contre 6,23% en septembre 2021).

Le rythme de progression de la masse monétaire a enregistré une légère décélération au mois d'octobre 2021 comparativement au mois précédent. En effet, la masse monétaire a enregistré une progression de 16,7%, en glissement annuel, à fin octobre 2021 contre 17,5% un mois plus tôt. Les réserves officielles de change de la Banque Centrale assurent aux économies de l'Union 5,9 mois d'importations de biens et services et un taux de couverture de l'émission monétaire de 83,3%, contre 81,7% au mois de septembre 2021.

2. Perspectives

Selon les prévisions effectuées par la BCEAO, sur la base des informations disponibles, le PIB réel de l'UEMOA progresserait, en variation annuelle, de 6,7% au quatrième trimestre 2021, après une hausse de 6,7% le trimestre précédent. Les performances économiques au dernier trimestre de 2021 seraient tirées par la bonne tenue des services et des activités de commerce. Une orientation favorable de l'activité est également attendue dans le secteur agricole.

En ce qui concerne le niveau des prix, sur la proche période, les informations disponibles font état de la hausse du taux d'inflation, à 4,3%, en glissement annuel, à fin novembre 2021 et 4,1% à fin décembre 2021, après une réalisation de +3,8% en octobre 2021.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1. Activité économique dans le monde

En octobre 2021, l'activité économique mondiale a poursuivi sa reprise à un rythme plus faible, en liaison avec la normalisation progressive des chaînes d'approvisionnement et la poursuite des soutiens monétaire et budgétaire (mesures prises par plusieurs gouvernements pour soutenir les ménages et les entreprises, ainsi que le maintien par les banques centrales de politiques monétaires accommodantes). Cependant, les hausses des contaminations, notamment en Europe, suite à l'apparition de nouveaux variants dans les derniers jours du mois sous revue ont relativement détérioré les signes d'améliorations observés à la suite de l'accélération de la vaccination (39% de la population mondiale complètement vaccinée en octobre 2021).

Aux **Etats-Unis**, le rythme de croissance de l'activité économique a légèrement ralenti en octobre 2021, en lien avec les contraintes du secteur manufacturier. L'activité industrielle a été grevée par des pénuries matérielles, l'expansion des nouvelles commandes ayant modéré la tendance. En outre, la hausse continue des infections au coronavirus (+1,9% à 4.383.988 nouveaux cas en octobre 2021) a affecté la confiance des ménages. L'indice composite des directeurs d'achat (PMI) a baissé, passant de 60,7 points en septembre 2021 à 59,2 points qui traduit toutefois une expansion économique. Dans la **zone euro**, le ralentissement de la croissance s'est poursuivi dans le secteur privé. L'indice PMI composite est ressorti à 54,2 points après 56,2 points en septembre 2021. Les problèmes d'approvisionnement ont affecté négativement le secteur manufacturier. L'expansion du secteur des services s'est essouffée, en liaison avec la flambée des cas de contaminations (+3,2% à 4.452.257 nouveaux cas représentant 49,9% des cas mondiaux recensés durant le mois d'octobre 2021). L'économie **britannique** a, de son côté, continué sur une tendance haussière, à un rythme relativement plus élevé que celui du mois précédent. En effet, l'indice PMI composite est ressorti à 57,8 points en octobre 2021, après 57,1 points en septembre 2021. Cette évolution positive de l'économie britannique a été portée par la bonne tenue des nouvelles commandes et de l'emploi. Les difficultés d'approvisionnement ont toutefois exercé un effet modérateur. Au **Japon**, l'activité économique a connu une expansion plus forte en octobre 2021, l'indice PMI composite passant à 53,0 points, après 51,5 points en septembre 2021.

Au niveau des **pays émergents**, l'activité économique s'est globalement tassée. En **Chine**, l'activité industrielle chinoise s'est contractée de manière plus forte qu'attendu en octobre 2021 pour le deuxième mois consécutif, alors que le coût élevé des matières premières et les coupures d'électricité dans le pays ont continué à maintenir la pression sur les groupes industriels. L'indice PMI manufacturier a reculé à 49,2 points en octobre, après 49,6 points en septembre 2021. En **Afrique du Sud**, l'activité a connu une baisse de son rythme de progression, avec un indice PMI qui est passé de 54,8 points en septembre à 53,6 points en octobre 2021. En revanche, l'économie **brésilienne**, malgré les effets de la crise sanitaire, a progressé avec un indice PMI ressortant à 54,9 points en octobre 2021, après 54,6 points en septembre 2021. En **Inde**, l'activité économique dans le secteur manufacturier s'est améliorée grâce à de nouvelles commandes, ce qui s'est traduit par un indice PMI qui est passé de 52,8 points en septembre à 52,9 points en octobre 2021.

Dans les pays voisins de l'Union où des progrès notables ont été notés dans la maîtrise de la crise sanitaire (-28,5% et -50,2%, respectivement en septembre et octobre 2021), l'activité

économique a connu un trend relativement haussier, notamment au **Nigeria** où l'indice des directeurs d'achat (PMI) de Stanbic IBTC Bank Nigeria est passé de 52,3 points en septembre à 54,1 points en octobre 2021. Au **Ghana**, en revanche, l'indice PMI composite s'est replié en se situant à 51,0 points en octobre 2021, après un niveau de 52,6 points le mois précédent.

1.2. Actions des banques centrales

La période sous revue a été marquée par une reprise du rythme des contaminations à la Covid-19, faisant porter des menaces sur la fragile reprise de l'activité mondiale qui montrait déjà des signes de ralentissement. Les banques centrales à travers le monde ont maintenu l'orientation accommodante de leur politique monétaire pour soutenir la reprise économique, fragilisée par la résurgence de cas de contaminations à la Covid-19.

Dans la zone euro, la Banque centrale européenne a maintenu, lors de sa réunion du 28 octobre 2021, toutes ses mesures de soutien à l'économie malgré la forte poussée de l'inflation dans cette zone. Les taux directeurs ont ainsi été maintenus à leurs niveaux actuels. En outre, les rachats de dette dans le cadre du programme PEPP vont se poursuivre durant l'automne. La BCE s'attend à ce que l'actuelle hausse de l'inflation dure plus longtemps que prévu, mais anticipe un ralentissement au cours de l'année 2022, à la faveur d'une amélioration sur le front des chaînes logistiques et des prix de l'énergie.

Au niveau des pays émergents, les banques centrales ont maintenu inchangée l'orientation accommodante de la politique monétaire, à l'exception de celle de la Russie. La Banque centrale de la Russie a relevé son taux directeur de 0,75 point de pourcentage lors de sa réunion de politique monétaire du 22 octobre 2021, afin de faire face à l'inflation. En septembre 2021, l'inflation en Russie a atteint 7,4% sur un an, tirée par le renchérissement des produits alimentaires, après 6,7% au mois d'août 2021. La Banque de Russie a laissé entendre qu'elle pourrait de nouveau augmenter son taux directeur lors de ses prochaines réunions, dans le but de ramener l'inflation vers son objectif annuel de 4%.

Dans la région Afrique, les banques centrales du Nigeria, du Ghana et des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) ont maintenu inchangé le niveau de leurs taux directeurs, qui se situent respectivement à 11,5%, 13,5% et 3,25%.

1.3. Marchés des matières premières

Les cours des matières premières exportées par les pays de l'Union ont poursuivi leur tendance haussière durant la période sous revue, sous l'effet notamment des contraintes de l'offre et de la bonne tenue de la demande. De même, les cours des produits alimentaires importés se sont inscrits en hausse par rapport au mois précédent.

Les prix des principaux produits de base exportés par les pays de l'Union enregistrent un accroissement de 3,5%, tout comme en septembre 2021, du fait de la reprise économique et de l'amélioration des perspectives de la croissance mondiale, malgré l'accroissement des incertitudes. Les hausses des prix concernent à la fois les produits énergétiques (+13,9% en octobre contre 10,1% en septembre) et les produits non énergétiques (+1,3% contre +2,1% en septembre 2021).

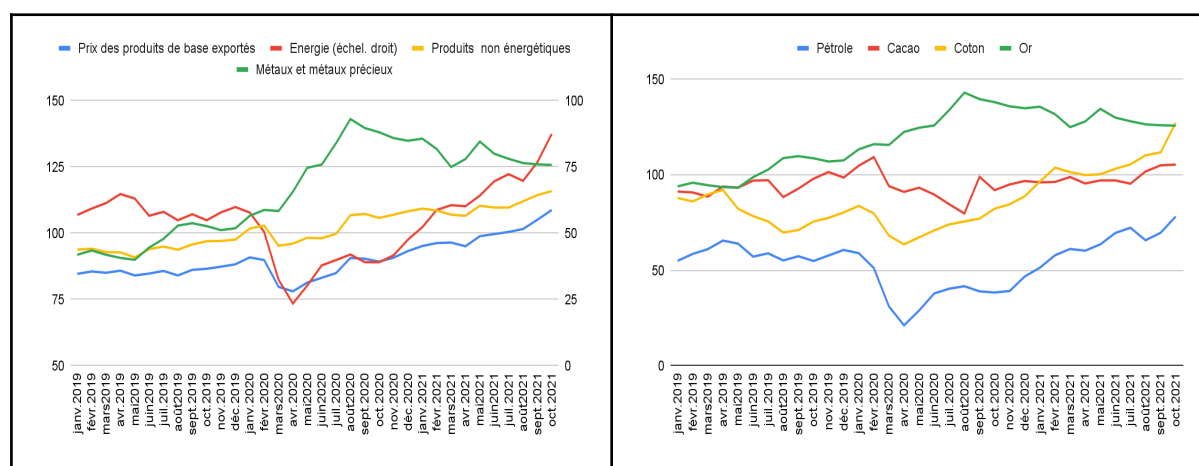
Les prix de l'énergie ont connu une forte hausse, marquée, d'une part, par le renchérissement du gaz naturel (+21,2% en octobre contre +31,4% en septembre 2021), et d'autre part, par la hausse du prix du pétrole (+12,2% contre +6,0%). La hausse des cours du pétrole est imputable

aux décisions de limitation de la production par l'OPEP+. En effet, l'OPEP et ses alliés (dont la Russie) ont continué de maintenir la production à des niveaux relativement bas, alors que la demande reste vigoureuse.

La flambée des cours du gaz naturel est liée à la fois à un resserrement de l'offre mondiale, du fait de la réduction des approvisionnements en gaz par la Russie (via l'Ukraine), de la baisse de la production européenne et du repli des stocks. La demande robuste en Europe, en Asie et au Brésil, ainsi que des prix de carbone plus élevés ont accentué la tendance. La hausse des cours des matières premières non énergétiques exportées par les pays de l'Union concerne notamment les huiles (+16,8%), avec une forte hausse de 28,2% de l'huile de palmiste et de 9,1% de l'huile de palme. Le café a connu un accroissement de 2,1%. Par ailleurs, le coton (13,8%) et le caoutchouc (+5,5%) ont aussi connu une hausse de leurs cours. En revanche, les cours de la noix de cajou (-8,4%), de l'uranium (-14,6%) et de l'or (-0,2%) se sont repliés au cours du mois sous revue.

Les cours de l'**huile de palme** et de l'**huile de palmiste** ont été soutenus par le resserrement des perspectives de production en Malaisie, du fait de la pénurie de main-d'œuvre. L'augmentation de la demande, en lien avec la décision de l'Inde d'abaisser les taxes sur les importations d'huiles comestibles, a renforcé la tendance. Les bonnes perspectives de la production automobile (nouvelles mesures de relance budgétaire et levée de l'état d'urgence dans toutes les régions du Japon) ont contribué à accroître les cours du **caoutchouc**. Durant la période sous revue, les cours du **café** ont été portés par la pénurie de conteneurs, qui continue à restreindre la disponibilité d'espace pour le fret. Cette situation a perturbé les acheminements du café du Brésil et du Vietnam, entraînant chez les pays consommateurs la volonté d'accroître leurs stocks, afin de se prémunir contre des pénuries. Les cours du **coton** ont été soutenus à la hausse par la demande chinoise. Les prix de la **noix de cajou** ont été à la baisse, du fait du ralentissement de la demande.

Graphique 1 : Évolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

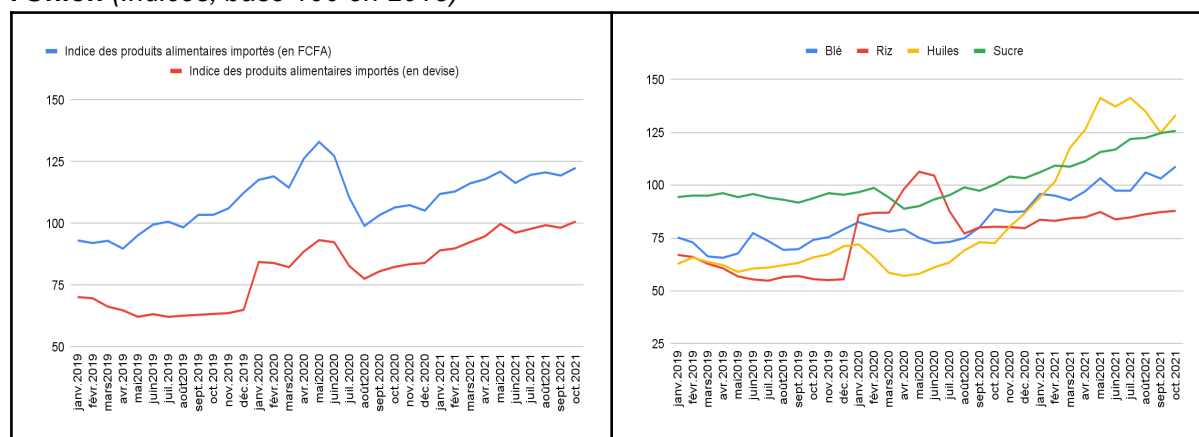
Par rapport à octobre 2020, les prix des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA ont augmenté de 21,9%, après une réalisation de 16,3% le mois précédent. Les accroissements des cours concernent les produits énergétiques (+123,0%), comme le gaz naturel (+252,0%) et le pétrole (+103,8%), ainsi que ceux des produits non énergétiques (+9,6%), dont des produits alimentaires (+18,1%) : les huiles (+72,4%), le café (+57,8%), le cacao (+14,2%) et la noix de

cajou (+4,9%), d'autres matières premières (+47,7%) : le coton (+54,8%) et le caoutchouc (+33,5%) et les matières minérales (+28,3%), dont le zinc (+37,7%), l'uranium (+27,7%) et les engrais (+74,0%).

Les prix des principaux produits alimentaires importés dans l'UEMOA ont augmenté de 2,6% au cours de la période sous revue, après une réalisation de -1,1% un mois auparavant. Cet accroissement concerne les huiles végétales (+6,8%), le blé (+5,5%), le sucre (+0,9%) et le riz (+0,7%).

L'accroissement de la demande, suite à la décision de l'Inde d'abaisser les taxes sur les importations d'huiles comestibles, a soutenu la hausse des cours des huiles végétales. La baisse de la production et des stocks ainsi qu'une demande soutenue au niveau international continuent de pousser les prix du **blé** à la hausse. Le raffermissement des prix du **sucre** est causé par un certain nombre de facteurs, dont la mauvaise pluviométrie dans les principaux pays producteurs (Inde, Brésil et Thaïlande). La baisse des prévisions concernant les récoltes dans plusieurs principaux pays exportateurs de céréales a fait grimper les prix mondiaux du **riz**.

Graphique 2 : Évolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union (Indices, base 100 en 2013)



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2020, les prix des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA ont augmenté de 22,3%, après un accroissement de 21,9% le mois précédent. Cette tendance haussière a été imprimée par le renchérissement au plan international des huiles végétales (+83,4%), du sucre (+25,4%), du blé (+22,8%), et du riz (+9,3%).

1.4. Marchés financiers mondiaux

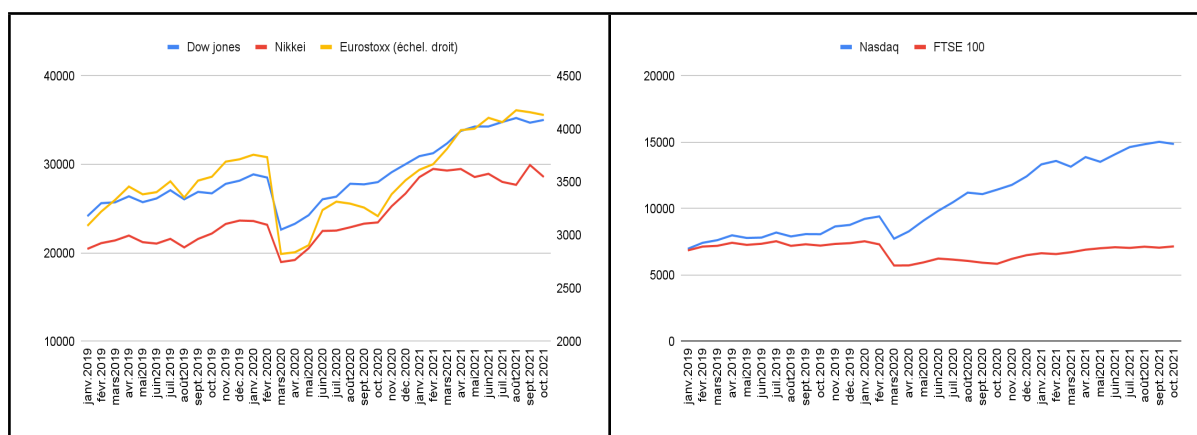
Les marchés financiers mondiaux ont connu, au cours du mois sous revue, des évolutions contrastées. Les investisseurs ont été influencés par la nouvelle vague de coronavirus et les inquiétudes suscitées par les menaces qui pèsent sur les perspectives économiques mondiales.

1.4.1. Les places boursières

Les indices boursiers sous-régionaux et internationaux ont connu des évolutions contrastées sur la période sous revue. Au niveau africain, les cours boursiers se sont accrus (Madex et Masi du Maroc : 2, % et +2,5%, NSE du Nigeria (+5,4%), GSE du Ghana (+3,1%), BRVM composite

(+5,0%) et FTSE/JSE de l'Afrique du Sud (+2,5%). Au niveau international, la tendance était contrastée aux Etats-Unis et en Europe, mais positive au Royaume-Uni. Aux Etats-Unis, l'indice Nasdaq s'est replié de 1,1 point, tandis que le Dow Jones (+0,9%) a augmenté par rapport au mois de septembre 2021. En Europe, l'indice Euro Stoxx 50 de la zone euro s'est replié de 0,6% tandis que l'indice CAC 40 de la France a connu une croissance de 0,2%. Au Royaume-Uni, l'indice FTSE 100 a enregistré une hausse de 1,4%. En revanche, au Japon, l'indice Nikkei 225 s'est contracté de 4,5% au cours du mois sous revue.

Graphique 3 : Évolution des indices boursiers internationaux (en nombre de points)

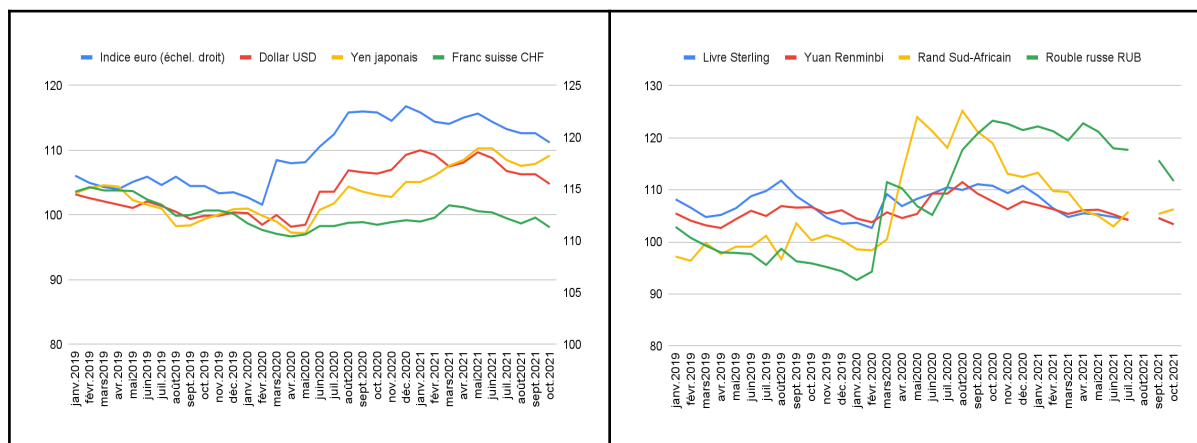


Sources : Reuters, calculs BCEAO

1.4.2. Les taux de change

En octobre 2021, sur la base de l'indice calculé par la BCE, la monnaie européenne s'est dépréciée de 0,8%, après une stagnation le mois précédent. L'affaiblissement de l'euro est en lien avec les craintes liées à la résurgence de la 5^{ème} vague qui laisse planer, un doute sur les perspectives économiques de la zone (49,9% et 66,6% de nouveaux cas mondiaux en octobre et novembre 2021). La devise de la zone euro s'est dépréciée vis-à-vis du franc suisse (-1,5%), du dollar américain (-1,5%) et de la livre sterling (-1,1%). En revanche, elle s'est renforcée à l'égard du yen japonais (+1,2%) et de la couronne danoise (+0,1%). L'euro s'est également replié par rapport aux monnaies des pays émergents (rouble russe : -3,5%, yuan renminbi : -2,0%, roupie indonésienne : -1,9% et dollar singapourien: -1,3%).

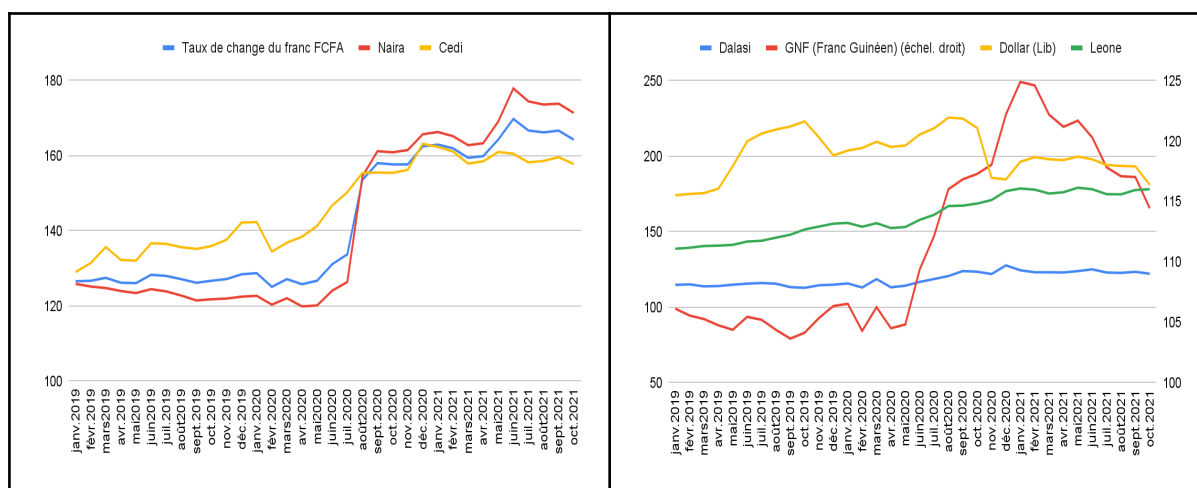
Graphique 4 : Évolution du taux de change de l'euro face aux principales devises (Indices, base 100 en 2016)



Sources : BCE

Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA s'est déprécié de 1,4% au cours du mois sous revue par rapport aux monnaies des autres pays de l'Afrique de l'Ouest, après une dépréciation de 0,3% en septembre 2021. Le franc CFA s'est replié de 6,3% par rapport au dollar libérien, de 2,2% face au franc guinéen, de 1,4% à l'égard du naira nigérian, de 1,2% face au cedi ghanéen et de 1,0% vis-à-vis du dalasi gambien. En revanche, il s'est apprécié de 0,3% par rapport à la leone sierra léonaise.

Graphique 5 : Évolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest
(Indices, base 100 en 2016)



Sources : AMAO, calculs BCEAO

En variation annuelle, le franc CFA s'est renforcé de 4,2% par rapport aux monnaies d'Afrique de l'Ouest. Il enregistre une hausse de 6,5% face au naira nigérian, de 5,6% face à la leone sierra léonaise et de 1,5% vis-à-vis du cedi ghanéen. En revanche, il s'est déprécié de 17,2% vis-à-vis du dollar libérien, de 2,4% par rapport au franc guinéen et de 3,6% à l'égard du dalasi gambien.

II. ACTIVITES ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA

2.1. Production de biens et services

Avec la maîtrise continue de la crise sanitaire (passant d'un pic de 26.735 nouveaux cas en août 2021 à 5.894 nouveaux cas en octobre 2021, soit une baisse cumulée de 78,0%), les indicateurs récents de la conjoncture font ressortir un renforcement de l'activité économique au titre du mois d'octobre 2021. En effet, le taux de croissance des activités industrielles, en glissement annuel, s'est établi à +4,0%, après une réalisation de +1,9% un mois plus tôt. La production des activités des services marchands et les activités commerciales ont connu une croissance de 15,1% et 14,4% respectivement, après des hausses respectives de 16,0% et 13,4% en septembre 2021. L'indice des services financiers a, pour sa part, enregistré une hausse de 7,0% sur la période sous revue, après une progression similaire le mois précédent.

2.1.1. Production industrielle

L'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), s'inscrit sur une tendance baissière, avec une décroissance mensuelle de 1,1% en octobre 2021, après une chute de 4,2% le mois précédent.

L'orientation défavorable des activités industrielles est imputable à la chute de l'activité des industries manufacturières (-3,6 points de pourcentage de contribution) et la stagnation des activités de production d'électricité, gaz et eau (+0,0 point).

Tableau 1 : Evolution de l'indice de la production industrielle, données CVS-CJO
(contribution à la croissance en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle				Variation annuelle	
	2019	2020	2021		2021	
	Octobre	Octobre	Septembre	Octobre (*)	Septembre	Octobre (*)
Production des activités extractives	-2,6	-0,7	-1,7	2,4	-2,1	1,1
dont pétrole brut et gaz naturel	-0,7	0,0	-2,0	0,3	-2,0	-1,7
Industries manufacturières	-3,1	-2,6	-2,6	-3,6	3,3	2,4
dont produits alimentaires et boissons	-1,6	-0,8	-1,6	-1,4	-0,2	-0,9
textiles	-0,1	0,0	0,4	-0,2	0,1	-0,1
produits pétroliers raffinés	0,1	0,2	-0,6	0,2	0,0	0,0
Electricité, eau et gaz	0,0	0,2	0,2	0,0	0,7	0,6
Indice Général	-5,7	-3,2	-4,2	-1,1	1,9	4,0

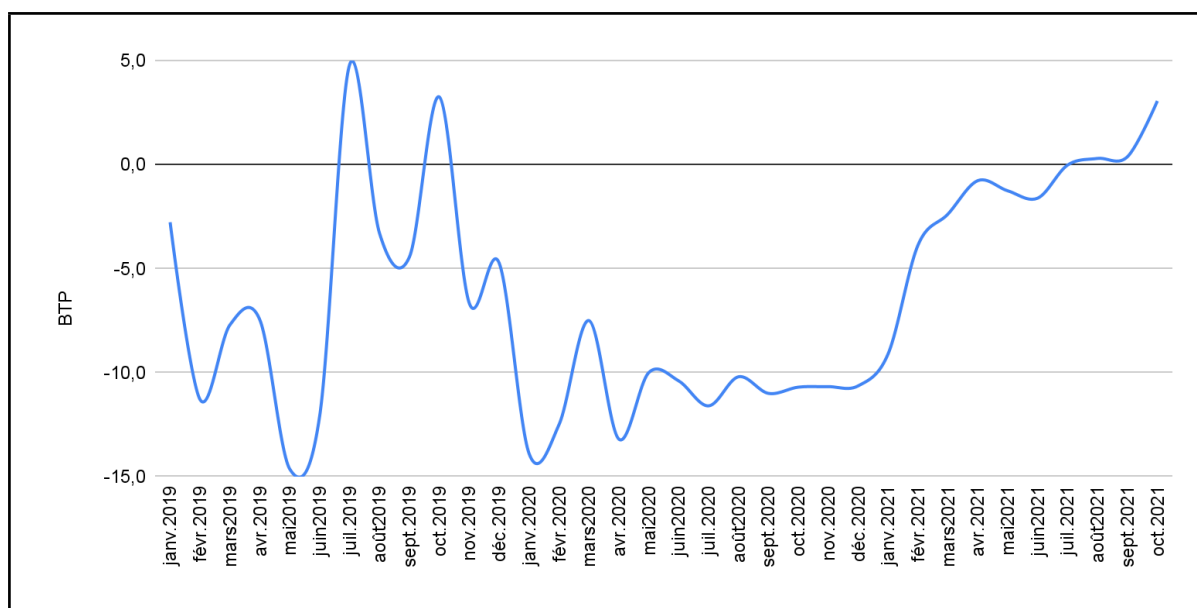
Source : BCEAO, (*) données provisoires

En glissement annuel, la production industrielle a augmenté de 4,0%, après une réalisation de 1,9% en septembre 2021. L'activité industrielle est essentiellement tirée par l'industrie manufacturière (+2,4 points de pourcentage de contribution contre +3,3 points le mois précédent) et les activités extractives (+1,1 point de pourcentage de contribution contre -2,1 points le mois précédent). Dans une moindre mesure, la production industrielle est soutenue par celles de production d'eau et d'électricité (+0,6 point de pourcentage contre +0,7 point le mois précédent).

2.1.2. Bâtiments et travaux publics

Les données du mois d'octobre 2021 de l'enquête auprès des chefs d'entreprise font état d'une légère amélioration de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP). L'écart de l'indice d'activité dans les BTP par rapport à la moyenne de long terme est devenu positif, ressortant à +3,1 points contre -0,4 point un mois plus tôt. Par pays, une amélioration de l'activité des BTP a été relevée par rapport à la moyenne de long terme au Bénin (+7,0 points), en Côte d'Ivoire (+4,9 points), au Burkina (+4,2 points), au Niger (+3,9 points), au Sénégal (+2,5 points) et au Togo (+0,6 point). En revanche, le repli de l'activité concerne essentiellement le Mali (-7,0 points) et la Guinée-Bissau (-4,6 points).

Graphique 6 : Evolution de l'activité dans le secteur des BTP de l'UEMOA (écart par rapport à la moyenne de long terme, en nombre de points)



Source : BCEAO

2.1.3. Activité commerciale

L'indice du chiffre d'affaires (ICA) du commerce de détail a connu une détérioration, en variation mensuelle, avec une baisse de 3,0% au cours du mois sous revue, après une hausse de 3,2% un mois plus tôt, en relation avec la perte de dynamisme de la demande intérieure du fait de la hausse de l'inflation dans l'Union. La détérioration de l'activité dans le commerce de détail est principalement liée à celle des ventes des produits de l'alimentation (-2,5 points de pourcentage de contribution), des produits d'automobiles, motocycles et pièces détachées (-1,4% point de pourcentage de contribution) et des produits divers (-0,6 point de pourcentage de contribution).

Dans le détail, la détérioration des ventes de produits de l'alimentation est principalement localisée au Bénin (-7,2%), au Niger (-2,8%), en Côte d'Ivoire (-2,6%), au Sénégal (-2,4%), au Mali (-0,9%) et au Togo (-0,3%). Les ventes de ces produits ont progressé au Burkina et en Guinée-Bissau. S'agissant des produits d'automobiles, motocycles et pièces détachées, les baisses les plus importantes sont relevées au Bénin (-8,1%) et au Togo (-7,1%).

Tableau 2 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires, données CVS-CJO (contribution à la croissance de l'indice global en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2019	2020	2021		2021	
	Octobre	Octobre	Septembre	Octobre (*)	Septembre	Octobre (*)
Produits de l'alimentation	0,0	-1,7	2,2	-2,5	4,7	3,8
dont autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	-0,2	-1,2	2,2	-2,3	4,6	3,3
Equipement de la personne	-0,2	0,2	0,0	-0,1	0,4	0,2
dont textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	-0,2	0,2	0,0	-0,1	0,4	0,2
Equipement de logement	-0,3	-0,7	0,1	-0,1	0,5	1,1
Automobiles, motocycles et pièces détachées	-0,1	-0,7	2,5	-1,4	4,6	3,9
dont véhicules automobiles neufs	0,1	-0,5	1,1	-0,4	2,6	2,7
Produits pétroliers	-4,5	-1,9	-2,1	1,4	0,9	4,6
Produits pharmaceutiques et cosmétiques	1,3	0,6	0,1	0,2	0,9	0,6
dont produits pharmaceutiques et médicaux	1,3	0,5	0,1	0,2	0,8	0,5
Produits divers	-0,3	0,4	0,5	-0,6	1,4	0,3
INDICE GLOBAL	-4,1	-3,9	3,2	-3,0	13,4	14,4

Source : BCEAO (*) données provisoires

En glissement annuel, le rythme d'évolution de l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail a évolué à la hausse, passant de +13,4% en septembre 2021 à +14,4% au cours du mois sous revue. La hausse de l'activité dans le commerce de détail est principalement liée à celle des produits pétroliers (+4,6 points de pourcentage de contribution), des produits alimentaires (+3,8 points), des ventes des automobiles, motocycles et pièces détachées (+3,9 points), des équipements de logements (+1,1 point), et des produits pharmaceutiques et cosmétiques (+0,6 point).

2.1.4. Services marchands

En glissement annuel, les services marchands non financiers ont connu une forte croissance en octobre 2021 (+15,1%). Cette évolution s'explique par le fait qu'à cette époque de l'année précédente l'activité avait été fortement affectée par la crise du coronavirus. S'agissant des services financiers, l'analyse de leur indice indique une hausse de 7,0% sur la période sous revue. Cette évolution s'explique par le climat général de reprise de l'activité dans la zone, qui favorise l'évolution positive des activités financières.

Tableau 3 : Variation des services marchands non financiers (en %)

Branches	Variation en glissement annuel					
	2019	2020			2021	
	octobre	août	septembre	octobre (*)	septembre	octobre (*)
Bénin	6,7	4,6	7,2	12,1	15,0	9,5
Burkina	-3,0	-5,5	-3,4	3,4	3,8	7,4
Côte d'Ivoire	1,2	3,9	10,8	11,3	10,0	12,1
Guinée-Bissau	3,1	-12,4	-15,5	-11,4	7,1	3,2
Mali	2,3	-2,6	-5,9	1,8	21,3	11,0
Niger	-2,0	-2,8	-4,2	-7,1	24,2	22,4
Senegal	3,6	-6,6	0,1	-8,6	32,6	32,6
Togo	7,6	-10,5	-16,6	-4,6	24,0	12,9
INDICE GLOBAL	1,7	-1,6	1,8	3,1	16,0	15,1

Source : BCEAO (*) données provisoires

L'accroissement du chiffre d'affaires des services marchands non financiers est observé dans tous les pays de l'UEMOA. Les hausses les plus importantes des services marchands non financiers ont concerné le Sénégal (+32,6%) et le Niger (+22,4%). Le Togo (+12,9%), la Côte d'Ivoire (+12,1%), le Mali (+11,0%), le Bénin (+9,5%), le Burkina (+7,4%) et la Guinée-Bissau (+3,2%) enregistrent une progression de moindre ampleur.

2.2. Inflation

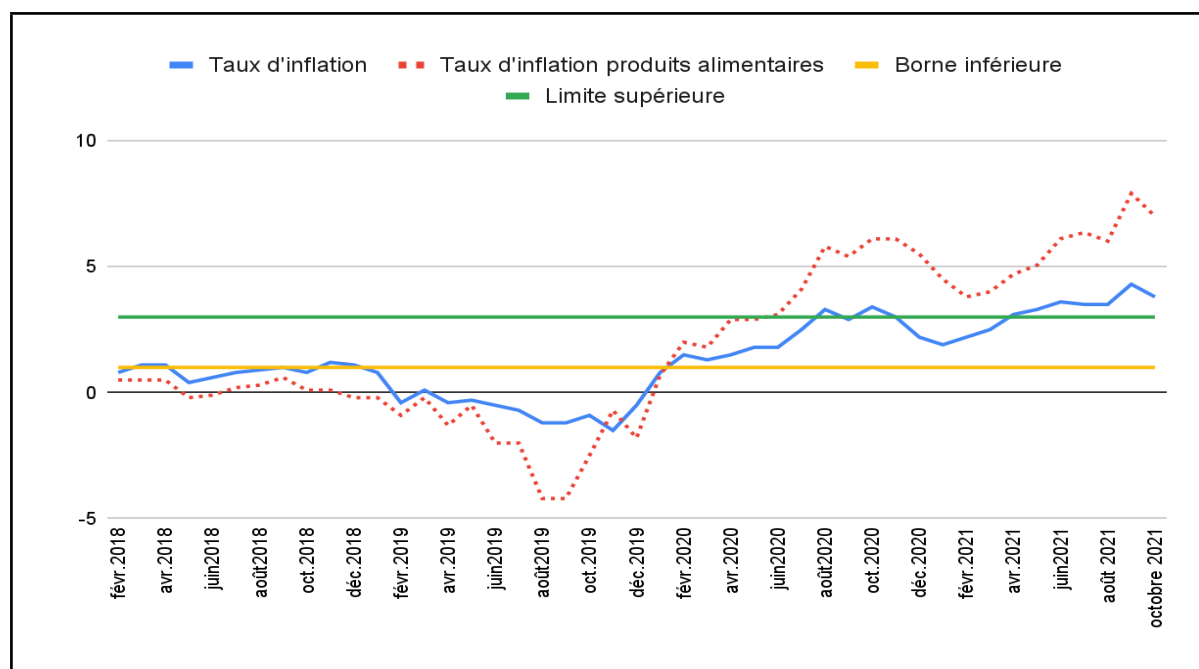
Le rythme de progression de l'inflation a baissé dans les pays de l'Union, en liaison notamment avec la décélération de la hausse des prix de la composante "Alimentation" et "Logement".

Le taux d'inflation est ressorti, en glissement annuel, à 3,8% à fin octobre 2021, contre une réalisation de 4,3% le mois précédent. La décélération du rythme de progression des prix est essentiellement imprimée par les composantes «Alimentation» et «Logement», dont les contributions à l'inflation totale ont baissé respectivement de 0,4 et 0,1 point de pourcentage.

La hausse de moindre ampleur des prix de la composante «Alimentation» est liée à une amélioration de l'offre notamment des tubercules au Bénin et en Côte d'Ivoire et des légumes au Mali et au Bénin. Quant à la composante «Logement», la décélération du rythme haussier de ses prix est induite par une détente des coûts des combustibles solides (bois, charbon de bois), en particulier au Burkina et en Côte d'Ivoire.

Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les prix les plus volatils, en glissement annuel, a également enregistré une baisse de 0,1 point de pourcentage pour ressortir à 3,4% à fin octobre 2021. Cette décélération s'explique par la hausse de moindre ampleur des prix de certaines denrées alimentaires, notamment les produits laitiers et le sucre.

Graphique 7 : Evolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)



Sources : INS, BCEAO

III. TAUX D'INTERET, LIQUIDITÉ ET SITUATION MONETAIRE

Avec le maintien de l'orientation accommodante de la politique monétaire de la BCEAO depuis le déclenchement de la crise sanitaire, les conditions de financement dans les économies de l'UMOA sont demeurées favorables. Le financement des plans de relance des Etats et de l'activité du secteur privé s'est traduit par une croissance soutenue de la masse monétaire.

3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaire et interbancaire

Au cours du mois d'octobre 2021, les conditions sur le marché monétaire sont restées globalement favorables. Sur les guichets d'adjudication de la Banque Centrale, les injections de liquidité se sont poursuivies au taux fixe de 2,00% en vigueur depuis le 24 juin 2020. Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré sur la maturité à une semaine est ressorti à 2,26% contre 2,33% un mois plus tôt. En octobre 2020, ce taux se situait à 2,74%. Plus globalement, le coût de la ressource sur le marché monétaire¹ s'est établi à 2,05% contre 2,06% le mois précédent et 2,07% à la même période de l'année antérieure.

¹ Les guichets de refinancement de la Banque Centrale et le marché interbancaire.

Tableau 4 : Facteurs explicatifs de l'évolution de la liquidité des banques (montants en milliards de FCFA)

Variation des facteurs autonomes (en milliards)	oct-20 / sept-20	sept-21 / août-21	oct-21 / sept-21
Circulation fiduciaire (1)	238,6	114,4	80,1
Transferts nets des banques (2)	-101,3	-390,0	-250,4
Opérations des États avec les banques et autres facteurs nets (3)	139,0	379,3	328,8
Position structurelle de liquidité (4) = (2) + (3) - (1)	-200,9	-125,1	-1,7
Réserves obligatoires (5)	-18,6	27,4	-24,9
Hausse (+) ou baisse (-) des besoins de liquidité (6) = (5) - (4)	182,3	152,5	-23,2
Refinancements (7)	173,0	373,1	-328,3
Variation de la liquidité bancaire (8) = (4) + (7)	-27,9	248,0	-330,0

Source : BCEAO

Durant le même mois, les banques ont réduit leur recours au refinancement de la Banque Centrale. Les demandes de refinancement adressées à la BCEAO ont baissé de 328,3 milliards. En ligne avec ces évolutions, la liquidité bancaire s'est contractée de 330 milliards par rapport au mois de septembre 2021.

Tableau 5 : Répartition des refinancements suivant les guichets²

Valeurs en milliards	Encours			Variation	
	oct. 20	sept. 21	oct. 21	sept-21 / août-21	oct-21 / sept-21
Guichet hebdomadaire	3 616,3	3 567,0	3 163,4	243,1	-403,6
Guichet mensuel	1 734,0	1 705,7	1 734,5	85,7	28,8
Guichet de prêt marginal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guichet spécial de refinancement COVID	733,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Guichet de relance	0,0	137,8	156,1	24,5	18,2
Guichet de Soutien et de Résilience	0,0	68,4	96,7	19,8	28,3
Autres refinancements	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Refinancement total de la Banque Centrale	6 083,5	5 478,9	5 150,6	373,1	-328,3

Source : BCEAO

L'analyse de la constitution de réserves obligatoires au cours de la période allant du 16 septembre au 15 octobre 2021 fait apparaître une situation excédentaire pour les banques de l'Union par rapport au niveau des réserves requises. Les réserves libres des banques sont ressorties en moyenne à 2.144,5 milliards, soit 233,6% des réserves requises, contre 2.075,9 milliards ou 220,1% à la précédente période.

² Les données des encours ne concernent que les banques

Tableau 6 : Niveau des réserves libres selon la présence au refinancement (montants en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

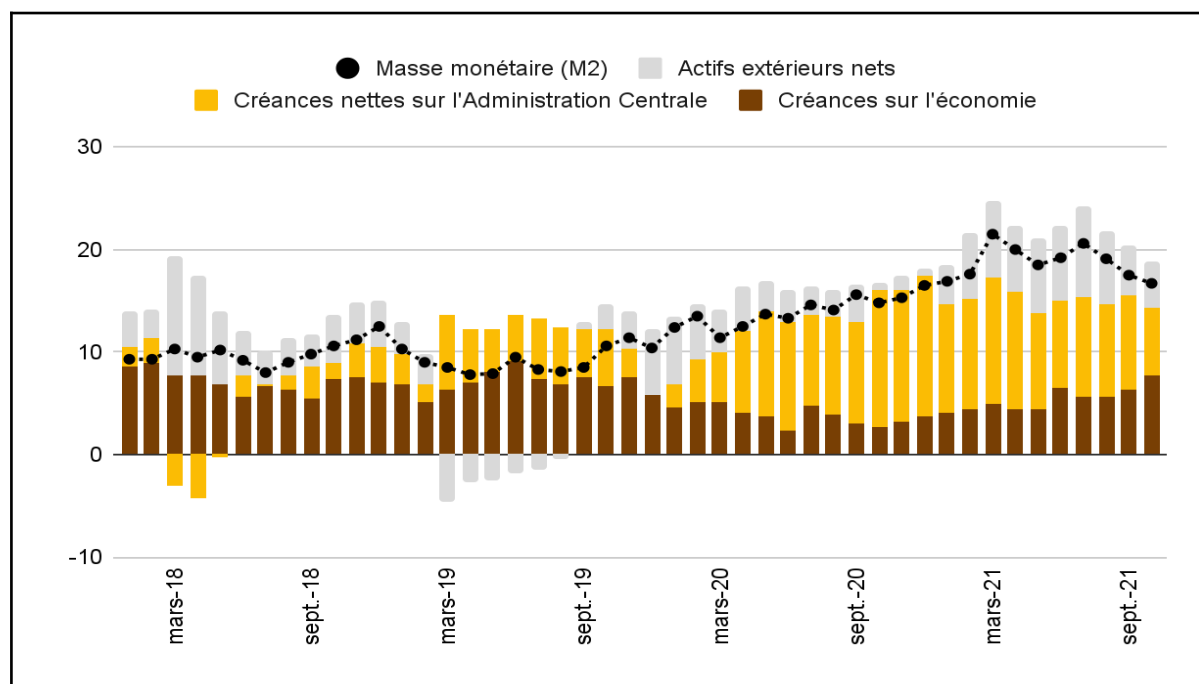
Pays	Banques venant au refinancement			Autres banques			Total	
	Réserves libres	RO	En % des réserves requises	Réserves libres	RO	En % des réserves requises	Réserves libres	En % des réserves requises
Bénin	81,4	40,9	198,90	7,2	12,6	57,40	88,6	165,70
Burkina	108,4	94,0	115,40	192,5	21,5	896,70	301,0	260,80
Côte d'Ivoire	224,4	201,3	111,50	874,6	155,7	561,80	1 099,1	307,90
Guinée-Bissau	3,1	5,0	63,10	19,9	1,9	1 030,20	23,0	333,70
Mali	99,4	103,4	96,10	3,9	13,3	29,50	103,3	88,50
Niger	36,4	38,3	95,00	7,0	1,8	392,30	43,4	108,30
Sénégal	115,1	109,5	105,10	273,0	72,5	376,60	388,1	213,30
Togo	35,0	23,1	151,20	63,2	23,4	270,30	98,1	211,00
UMOA	703,2	615,4	114,30	1 441,4	302,7	476,20	2 144,5	233,60

Source : BCEAO, RO : Réserves Obligatoires.

3.4 Situation monétaire

La masse monétaire a augmenté en rythme annuel de 16,7% en octobre 2021, après 17,5% un mois plus tôt. Cette évolution a été portée par la consolidation des actifs extérieurs nets (AEN) de 1.530,8 milliards et la hausse des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes de 4.731,3 milliards. Sous l'angle de ses composantes, elle s'est traduite par un accroissement, en glissement annuel, de 14,0% de la circulation fiduciaire et d'une consolidation des dépôts de 17,5%.

Graphique 9 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle



Source : BCEAO

3.4.1 Les Actifs Extérieurs Nets des institutions de dépôt

En glissement annuel, les avoirs extérieurs nets ont progressé de 1530,8 milliards à fin octobre 2021, tirés par l'amélioration de 1.657,4 milliards des AEN de la Banque Centrale. Ceux des banques ont baissé de 126,6 milliards.

Les réserves de change de la Banque Centrale ont augmenté, sur un an, de 3.058,4 milliards pour ressortir à 13.607,2 milliards. Ce niveau de réserve assure aux économies de l'Union 5,9 mois d'importations de biens et services, après une réalisation de 6,1 mois en septembre 2021. Il correspond à un taux de couverture de l'émission monétaire de 83,3% contre 81,7% le mois précédent.

3.4.2 Les créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé, en glissement annuel, de 13,1% pour s'établir à 40.945,6 milliards en octobre 2021, en liaison avec la hausse des créances nettes sur les administrations publiques centrales (APUC) et des concours à l'économie.

Tableau 7 : Situation monétaire à fin octobre 2021 (montants en milliards de FCFA)

	oct.-20	déc.-20	sept.-21	oct.-21	Variation mensuelle (4)/(3)		Variation annuelle (4)/(1)	
	(1)	(2)	(3)	(4)	Niveau	%	Niveau	%
	Masse monétaire (M2)	33 064,5	35 656,4	38 356,7	38 596,6	239,9	0,6	5 532,1
Actifs extérieurs nets	5 621,8	7 137,5	7 624,4	7 152,7	-471,7	-6,2	1 530,8	27,2
Créances intérieures	36 214,3	36 980,5	39 936,1	40 945,6	1 009,5	2,5	4 731,3	13,1
Créances nettes sur APUC	12 596,1	12 343,7	14 514,6	14 790,3	275,7	1,9	2 194,3	17,4
Créances sur l'économie	23 618,3	24 636,8	25 421,5	26 155,3	733,8	2,9	2 537,0	10,7

Source: BCEAO

Le financement des besoins plus importants des Etats, en lien avec la crise de la Covid-19 et l'exécution de plans de relance, a contribué à accroître les créances nettes des banques sur l'Administration Centrale. Le rythme de progression de ces créances qui demeure soutenu, a ralenti au cours du mois sous revue, ressortant à 17,4% en octobre 2021 contre 26,2% le mois précédent. En particulier, les concours des banques aux Etats sous forme d'acquisition de titres publics se sont accrus, en glissement annuel, de 2.342,0 milliards ou 18,5%, contre 22,9% un mois plus tôt.

Au niveau des autres secteurs résidents, les concours des banques se sont accélérés, toutefois à un rythme modéré en comparaison aux créances nettes sur les APUC. La progression annuelle des créances sur l'économie est passée de 8,9% en septembre 2021 à 10,7% en octobre 2021. L'analyse des créances par secteur institutionnel montre que les crédits accordés aux ménages et aux ISBLSM ont augmenté, en glissement annuel, de 10,6% contre 7,0% le mois précédent. L'encours des crédits accordés aux entreprises privées a enregistré une hausse de 11,0%, après l'accroissement de 9,2% observé un mois plus tôt. Le rythme de progression du financement de l'économie par les banques sous forme d'acquisition de titres de dettes est passé de 16,0% en septembre 2021 à 33,0% en octobre 2021.

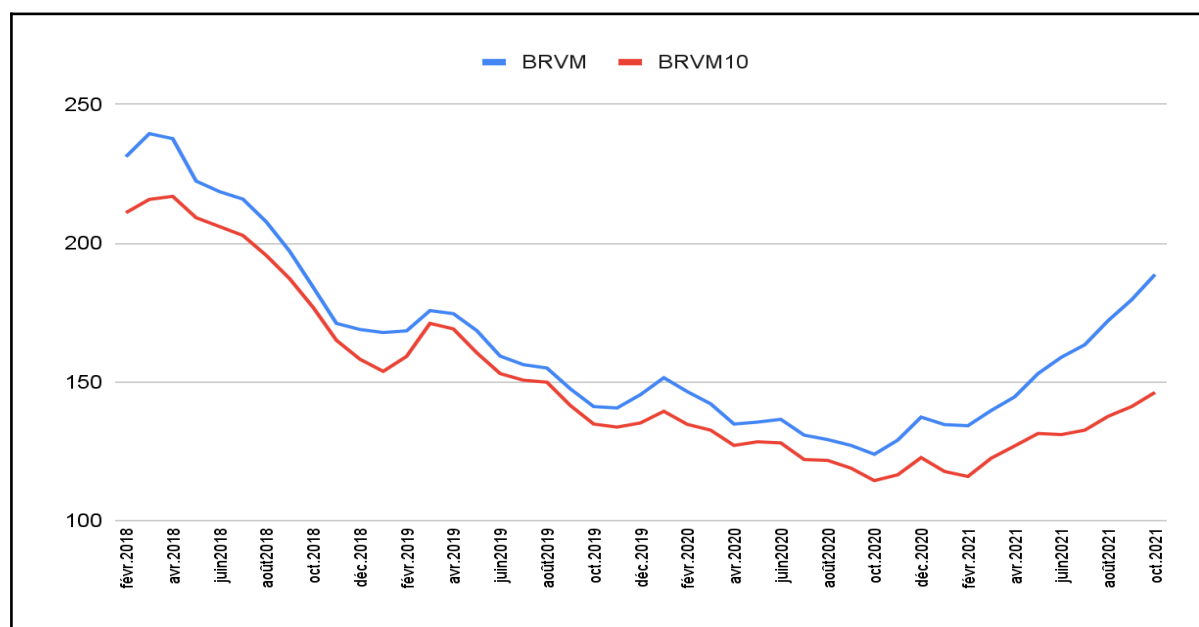
IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

Les activités du marché boursier régional ont progressé en octobre 2021. En revanche, les Etats ont levé moins de ressources par rapport au mois précédent sur le marché des titres de dette publique.

4.1. Marché boursier de l'UEMOA

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les principaux indicateurs d'activité du marché ont évolué à la hausse en comparaison au mois précédent. Les indices BRVM composite et BRVM 10 se sont raffermis de 5,0% et 3,6% respectivement, s'établissant à 188,7 points et 146,2 points au cours du mois sous revue. La capitalisation boursière s'est, en conséquence, renforcée de 2,4% d'un mois à l'autre, dont 5,9% au titre des actions. Les obligations, pour leur part, se sont contractées de 0,3% par rapport au mois précédent.

Graphique 10 : Evolution des indices boursiers de la BRVM (en nombre de points)



Source : BRVM

En glissement annuel, l'indice BRVM composite et l'indice BRVM 10 se sont renforcés respectivement de 52,3% et 27,8%.

4.2. Marché des titres de la dette publique

Au cours du mois d'octobre 2021, les opérations sur le marché des titres de la dette publique se sont soldées par une baisse du montant global des émissions et un repli du niveau des taux d'intérêt, par rapport au mois précédent.

Au terme de la période sous revue, le montant global des ressources mobilisées par les Etats membres de l'Union sur le marché des titres publics s'est établi à 320,5 milliards, dont 226,8 milliards de bons (70,8% du total) et 93,7 milliards d'obligations, en repli de 230,0 milliards par rapport au mois de septembre 2021. Cette évolution des ressources levées sur le marché a notamment été impulsée par la réduction du volume des émissions obligataires de 303,3 milliards, atténuée par la hausse de 73,3 milliards des bons du Trésor.

En variation annuelle, le montant des titres publics souscrits au cours du mois d'octobre 2021 a diminué de 211,4 milliards par rapport à son niveau d'octobre 2020. Ce recul est imputable à la baisse de 225,1 milliards des émissions d'obligations, amoindrie par une augmentation de 13,7 milliards de celles des bons du Trésor. Le repli des émissions d'obligations fait suite à la rétrocession, par la BCEAO, aux Etats membres, de la contre-valeur des allocations de DTS reçues du Fonds Monétaire International (FMI) en août 2021, pour un montant de 1.302,6 milliards.

Le taux de couverture³ des émissions de titres publics est ressorti, en moyenne, à 270,8% en octobre 2021, contre 302,2% en septembre 2021 et 253,8% un an auparavant.

Tableau 8 : Ressources mobilisées par les Etats en octobre 2021 (en milliards)

(Montants en milliards)

	octobre 2020	2021		Variation	
		septembre	octobre	mensuelle	annuelle
Bons	213,1	153,5	226,8	73,3	13,7
Obligations	318,8	397,0	93,7	-303,3	-225,1
Total	531,9	550,5	320,5	-230,0	-211,4

Source : Agence UMOA-Titres

S'agissant de l'évolution des taux d'intérêt, il a été observé une baisse sur les deux compartiments (bons et obligations) d'un mois à l'autre. Le taux d'intérêt moyen pondéré⁴ des bons s'est établi à 2,69% en octobre 2021, contre 2,76% le mois précédent. Il est en repli de 29 points de base par rapport à son niveau d'octobre 2020.

Pour ce qui est des émissions obligataires, le rendement moyen⁵ a baissé pour se situer à 5,07% au cours de la période sous revue contre 5,45% en septembre 2021, en raison, entre autres, d'une plus grande proportion de titres de longue maturité émis en septembre 2021 (5 ans ou plus). Ce taux a enregistré un repli de 111 points de base comparativement au mois d'octobre 2020, où il était de 6,18%. Cette diminution des taux des obligations traduirait la détente des taux à travers le mécanisme de soutien aux obligations de relance.

Tableau 9 : Evolution des taux d'intérêt des émissions de titres par les Etats en octobre 2021

(En pourcentage)

	octobre 2020	2021		Variation	
		septembre	octobre	mensuelle	annuelle
Bons	3,0	2,8	2,7	-0,1	-0,3
Obligations	6,2	5,5	5,1	-0,4	-1,1

Source : Agence UMOA-Titres

V. PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'UEMOA

Sur le quatrième trimestre 2021 et le premier trimestre 2022, la reprise des économies de l'Union se renforcerait, avec la maîtrise continue de la crise sanitaire et la poursuite des campagnes de vaccination. Elle serait tirée par la bonne tenue des services et de

³ Le taux de couverture est défini comme le rapport du montant des souscriptions au montant sollicité lors du lancement des émissions.

⁴ Le taux moyen pondéré correspond au taux moyen sur les soumissions pondéré des montants retenus.

⁵ Le taux de rendement moyen correspond au taux de rentabilité actuariel obtenu en gardant l'obligation jusqu'à l'échéance.

l'industrie manufacturière, ainsi que par les performances du secteur agricole et la hausse continue des prix des principaux produits de base exportés. Les plans de relance des Etats ainsi que les mesures prises par les autorités monétaires continueraient de renforcer la vigueur de la croissance.

5.1. Perspectives de croissance dans l'UEMOA

Pour le mois de novembre 2021, les économies de l'Union poursuivraient la reprise entamée en juin 2020. Cette dynamique serait tirée par la hausse attendue des demandes intérieure et extérieure, du fait de la poursuite de la reprise de l'activité dans certains secteurs d'activités (transport, tourisme, hôtellerie, etc.).

Selon les résultats de l'enquête de conjoncture de la BCEAO, l'activité économique serait bien orientée dans l'ensemble des secteurs, à l'exception de celui des bâtiments et travaux publics. Les chefs d'entreprise interrogés anticipent une hausse de leurs activités, en lien avec l'accroissement de la demande, avec une accélération au niveau des activités commerciales, des services marchands et des activités extractives.

Selon les prévisions effectuées par la BCEAO, sur la base des résultats susvisés et les dernières informations disponibles, l'activité économique, en variation annuelle, maintiendrait sa tendance haussière au quatrième trimestre 2021 (+6,7%) et au premier trimestre 2022 (7,3%), après une réalisation de +6,7% le trimestre précédent. Les performances économiques au quatrième trimestre 2021 seraient tirées par la bonne tenue des services et des activités de commerce. Une orientation favorable de l'activité est également attendue du secteur agricole.

Tableau 10 : Prévisions de taux de croissance des pays de l'UEMOA (%)

	Croissance trimestrielle					
	Réalizations				Estimat.	Prévision
	4T-2018	4T-2019	4T-2020	2T-2021	3T-2021	4T-2021
BENIN	6,9	5,9	3,8	8,2	6,7	7,6
BURKINA	6,7	4,3	2,6	7,3	6,4	5,4
COTE D'IVOIRE	7,1	4,6	2,1	8,1	6,8	7,9
GUINEE-BISSAU	4,2	1,9	-1,7	6,7	5,9	5,9
MALI	5,5	2,3	-1,7	6,3	6,7	4,7
NIGER	7,4	4,1	0,9	6,9	5,6	5,1
SENEGAL	5,9	3,0	2,5	7,8	6,9	6,8
TOGO	5,8	5,0	0,7	7,8	7,9	6,0
UEMOA	6,6	4,2	1,8	7,7	6,7	6,7

Sources : BCEAO

5.2. Perspectives d'évolution de la situation monétaire de l'Union

Selon les estimations, la masse monétaire de l'Union se situerait à 39.381,8 milliards en novembre 2021 contre une réalisation de 33.945,0 milliards un an plus tôt. La hausse de 5.436,8 milliards (+16,0%), qui en résulterait, serait imputable à la progression de 4.991,4 milliards (+13,6%) des créances intérieures et à la consolidation des AEN de 1.129,0 milliards.

En particulier, l'accroissement des créances intérieures serait lié à la hausse attendue, en glissement annuel, des créances nettes sur les unités de l'administration publique centrale (+2.636,0 milliards ou +21,2%) et à celle des créances sur l'économie (+2.355,4 milliards ou +9,7%).

Analysé sous l'angle de ses composantes, l'accroissement de la masse monétaire se traduirait à fin novembre 2021, en glissement annuel, par la hausse des dépôts (+4.402,6 milliards soit 16,8%) et de la circulation fiduciaire (+1.034,2 milliards soit 13,2%).

5.3. Perspectives d'inflation

Les informations disponibles font état d'une accélération du rythme de progression de l'inflation, en glissement annuel, à 4,3% à fin novembre 2021, après une réalisation de 3,8% le mois précédent. La hausse du rythme de progression du niveau général des prix serait imputable au renchérissement des produits alimentaires locaux dans la plupart des pays de l'Union. Cette tendance serait accentuée par l'accélération du rythme de progression des prix des produits alimentaires sur les marchés internationaux. En effet, selon la FAO, les prix des produits alimentaires ont repris avec la tendance haussière depuis septembre 2021 (+28,8 points ou +27,3% en glissement annuel en novembre 2021), en lien avec le renchérissement des céréales (+26,6 points ou +23,2%), du sucre (+33,2 points ou +37,9%) et de la viande (+16,5 points ou +17,6%).

Tableau 11 : Evolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction (contribution en point de %)

Fonctions	Réalizations						Estimation	
	déc. 17	déc. 18	déc. 19	déc. 20	août 21	sept. 21	oct. 21	nov. 21
Produits alimentaires et boissons	0,5	0,0	-0,5	1,8	2,6	3,4	3,0	3,4
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Logement	0,0	0,3	0,2	-0,1	0,2	0,2	0,1	0,1
Ameublement	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1
Santé	0,1	0,1	-0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Transport	0,1	0,3	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0
Communication	-0,2	0,1	-0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Loisirs et culture	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
Enseignement	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,2	0,0	0,0	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres biens	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Ensemble	0,9	1,1	-0,5	2,2	3,5	4,3	3,8	4,3

Sources : INS, BCEAO

Sur la proche période, le taux d'inflation s'établirait, également, à 4,1% à fin décembre 2021, en raison essentiellement d'une décélération du rythme de progression des prix des produits alimentaires locaux. Au total, sur l'ensemble de l'année 2021, le taux d'inflation ressortirait à 3,4%, contre 2,1% en 2020. La hausse attendue des prix en 2021 serait imputable au renchérissement des produits alimentaires locaux et importés, en raison de la bonne tenue de la demande.



ANNEXES STATISTIQUES

Tableau A1 : Evolution du chiffre d'affaires par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2019	2020	2021		2021	
	Octobre	Octobre	Septembre	Octobre (*)	Septembre	Octobre (*)
PRODUITS DE L'ALIMENTATION	0.0	-1.7	2.2	-2.5	4.7	3.8
Produits non transformés de l'agriculture, de la chasse ou de la sylviculture	0.1	-0.4	-0.1	-0.1	0.3	0.5
Produits non transformés de la pêche, de la pisciculture ou de l'aquaculture	0.1	-0.2	0.0	-0.1	-0.1	-0.1
Autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	-0.2	-1.2	2.2	-2.3	4.6	3.3
EQUIPEMENT DE LA PERSONNE	-0.2	0.2	0.0	-0.1	0.4	0.2
Textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	-0.2	0.2	0.0	-0.1	0.4	0.2
Montres, horloges, bijoux et pierre précieuses	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
EQUIPEMENT DU LOGEMENT	-0.3	-0.7	0.1	-0.1	0.5	1.1
Ameublement, équipements et produits ménagers	-0.6	-0.2	0.2	0.0	-0.2	0.1
Matériaux de construction, quincaillerie, peintures, verres et articles de verre	0.3	-0.5	-0.2	-0.2	0.6	1.0
AUTOMOBILES, MOTOCYCLES ET PIECES DETACHEES	-0.1	-0.7	2.5	-1.4	4.6	3.9
Véhicules automobiles neufs	0.1	-0.5	1.1	-0.4	2.6	2.7
Véhicules automobiles usagers	0.0	0.0	-0.1	0.0	0.0	0.0
Motocycles neufs	0.0	0.0	1.4	-1.1	1.6	0.3
Motocycles usagers	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles neufs	-0.2	-0.2	0.0	0.1	0.3	0.7
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles usagers	0.0	0.0	0.1	0.0	0.1	0.1
PRODUITS PETROLIERS	-4.5	-1.9	-2.1	1.4	0.9	4.6
Produits pétroliers	-4.5	-1.9	-2.1	1.4	0.9	4.6
PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET COSMETIQUES	1.3	0.6	0.1	0.2	0.9	0.6
Produits pharmaceutiques et médicaux	1.3	0.5	0.1	0.2	0.8	0.5
Parfumerie et produits de beauté	0.0	0.1	0.0	0.0	0.1	0.0
PRODUITS DIVERS	-0.3	0.4	0.5	-0.6	1.4	0.3
Machines de bureau et matériel et informatique	0.1	0.1	-0.3	0.0	0.0	-0.1
Autres appareils électriques et électroniques non ménagers	0.0	-0.1	0.1	0.0	0.1	0.1
Articles de presse, librairie, papeterie, fournitures scolaires	-0.9	0.3	0.7	-0.6	1.0	0.1
Autres produits	0.4	0.1	0.1	0.0	0.3	0.1
INDICE GLOBAL	-4.1	-3.9	3.2	-3.0	13.4	14.4

Source : BCEAO (*) données provisoires, CVS

Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2019	2020	2021		2021	
	Octobre	Octobre	Septembre	Octobre (*)	Septembre	Octobre (*)
PRODUCTION DES ACTIVITES EXTRACTIVES	-2.6	-0.7	-1.7	2.4	-2.1	1.1
Pétrole brut et gaz naturel	-0.7	0.0	-2.0	0.3	-2.0	-1.7
Minerais d'uranium et de thorium	0.4	0.1	0.1	0.2	-0.1	-0.1
Minerais métalliques	-1.5	-0.6	0.1	1.7	0.0	2.3
Autres minerais	-0.8	-0.3	0.0	0.3	0.0	0.6
INDUSTRIES MANUFACTURIERES	-3.1	-2.6	-2.6	-3.6	3.3	2.4
Produits alimentaires et de boissons	-1.6	-0.8	-1.6	-1.4	-0.2	-0.9
Produits à base de tabac	0.0	-0.1	0.0	-0.1	0.1	0.1
Textiles	-0.1	0.0	0.4	-0.2	0.1	-0.1
Articles d'habillement	-0.1	-0.3	0.0	-2.5	1.2	-1.0
Cuirs; articles de voyage et de maroquinerie, articles de sellerie et de bourrellerie; chaussures	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-0.1
Bois et articles en bois et en liège (sauf meubles); articles de vannerie et de sparterie	0.1	-0.4	0.0	-0.1	-0.6	-0.4
Papier, carton et articles en papier et en carton	0.1	-0.1	-0.3	-0.2	0.1	0.1
Produits de l'édition, de l'imprimerie et supports enregistrés	0.0	0.0	0.1	0.0	0.4	0.4
Produits pétroliers raffinés	0.1	0.2	-0.6	0.2	0.0	0.0
Produits chimiques	-0.6	-0.2	0.3	0.0	1.3	1.6
Caoutchouc et matières plastiques	0.1	-0.1	0.3	0.7	0.2	1.0
Autres produits minéraux non métalliques	0.2	0.1	-0.9	0.2	0.4	0.5
Produits métallurgiques de base	-0.9	-0.5	-0.7	0.4	-0.5	0.4
Ouvrages en métaux (sauf machines et matériel)	-0.4	-0.2	0.3	-0.3	0.9	0.9
Machines et matériel n.c.a.	0.0	0.0	0.0	-0.2	0.0	-0.2
Machines et appareils électriques n.c.a.	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres matériels de transport	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1	0.1
Meubles; activités de fabrication n.c.a.	0.1	-0.3	0.1	-0.1	-0.1	0.0
Produits de récupération	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ ET D'EAU	0.0	0.2	0.2	0.0	0.7	0.6
Electricité, gaz, vapeur et eau chaude	0.0	0.2	0.2	0.0	0.6	0.4
Eau	0.0	0.0	0.0	0.0	0.2	0.2
Indice Général	-5.7	-3.2	-4.2	-1.1	1.9	4.0

Source : BCEAO (*) données provisoire, CVS



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST